



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

*VÉRIFIER À L'AUDITION*

**Deuxième réunion annuelle conjointe de la Conférence UA-CEA des ministres  
des finances, de la planification et du développement économique**

**Allocution d'ouverture d'Abdoulie Janneh  
Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et  
Secrétaire exécutif de la CEA**

Le Caire (Égypte)  
6 juin 2009



Monsieur le Président de la Commission,  
Monsieur le Ministre des finances,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir de vous accueillir à la deuxième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

Je tiens tout d'abord à remercier de tout cœur S.E. le Président Hosni Moubarak ainsi que le Gouvernement et le peuple de la République arabe d'Egypte de leur chaleureuse hospitalité et les féliciter de l'excellente organisation de la réunion. Le lieu de la Conférence est magnifique et ne manquera de nous inspirer.

Je sais gré aussi à Monsieur Boutros-Ghali qui n'a ménagé aucun effort pour que ses éminents homologues aient l'occasion de discuter des problèmes socio-économiques de notre continent dans les meilleures conditions. Je voudrais également rendre hommage au Président sortant, S.E. Monsieur Sufian Ahmed, Ministre éthiopien des finances, pour sa direction avisée, et remercier le Gouvernement éthiopien de l'appui indéfectible qu'il assure à la Commission.

Au risque de manquer d'originalité, je n'hésiterai pas à dire que l'Afrique est à un tournant historique. Une crise économique et financière dont nous ne sommes pas responsables nous oblige à repenser notre conception du développement et des processus qui le sous-tendent, sur le continent comme dans le reste du monde. Au tout début de la crise, vous vous êtes réunis à Tunis avec les gouverneurs de banque centrale de vos pays. Réaffirmant votre engagement envers la bonne gestion économique, vous avez demandé l'appui de la communauté internationale et exigé que l'Afrique soit mieux représentée et mieux entendue dans les instances économiques internationales. Depuis lors, le Comité des dix que vous avez créé s'est réuni pour faire des propositions en vue du Sommet du G-20 tenu à Londres en avril dernier. Nous avons maintenant l'occasion d'examiner les résultats de ce sommet et de nous préparer au prochain, qui se tiendra à New York en septembre.

Les causes et l'origine de la crise sont bien connues. Mais nous devons examiner de près son impact à tous les niveaux et dans tous les secteurs pour en saisir toute l'ampleur. Ce n'est qu'alors que nous pourrons faire les bons choix et affûter nos politiques chemin faisant. Je voudrais, si vous le permettez, attirer l'attention de cette auguste assemblée sur quatre questions capitales: Comment l'Afrique peut-elle préserver les acquis de ces dernières années ? Quelles sont les options qui s'offrent à nous pour faire face à la crise ? La communauté internationale va-t-elle tenir ses promesses ? Comment l'Afrique pourra-t-elle se faire entendre dans les instances économiques internationales ?

Depuis le début du millénaire, l'Afrique a fait des progrès manifestes sur le plan de la croissance et de la gouvernance. La première a atteint près de 6 % par an, tandis que la seconde s'est traduite par une meilleure gestion économique et l'adhésion de tous au Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Il y a deux ans à peine, notre Conférence s'engageait à redoubler d'efforts pour que l'Afrique atteigne les Objectifs du Millénaire pour le développement à l'échéance de 2015. Entretemps, la crise alimentaire et énergétique a fait 100 millions de pauvres de plus sur la planète. Quant à la crise actuelle, elle va entraîner des coupes sombres dans les programmes de santé, d'enseignement, d'alimentation, de promotion de la femme et

d'assainissement, accroître le chômage et réduire les envois de fonds, et ce sur un continent où il n'existe guère de filets de sécurité. Ce sont encore les pauvres qui seront le plus durement frappés.

La crise risque aussi de compromettre les progrès réalisés sur les plans de la paix et de la sécurité grâce notamment à l'impulsion de l'Union africaine. Les émeutes qui ont éclaté l'an dernier dans plusieurs pays, suite à la crise alimentaire, nous rappellent que les difficultés économiques peuvent engendrer de graves troubles sociaux. Les ministres chargés des finances et du développement doivent veiller à ce que la situation socio-économique ne se détériore pas au point de menacer une paix et une sécurité chèrement gagnées. Notre conférence doit être l'occasion d'examiner les options politiques qui s'offrent à nous pour pouvoir garder le cap, tout en demandant à nos partenaires internationaux de nous épauler.

Le thème de la Conférence – «Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures» – répond au souhait que vous avez exprimé l'an dernier. Il reflète aussi toute l'importance de la politique budgétaire dans la recherche de solutions face à la crise. Jusqu'à présent, la conditionnalité de l'aide, les problèmes de solvabilité et l'étroitesse de la base de ressources ont empêché nos gouvernements d'utiliser le budget de l'État pour stimuler la croissance et le développement.

Une meilleure administration fiscale et une utilisation plus responsable des deniers publics augmentent les ressources disponibles pour le développement. De plus, si les pouvoirs publics investissent avec sagesse, notamment dans les infrastructures, les capitaux privés ne devraient pas se faire attendre. La politique budgétaire doit donc être utilisée pour opérer des réformes structurelles qui permettront d'élargir la base de ressources intérieures. L'engagement pris par le continent d'améliorer la gouvernance sera aussi mesuré à l'aune de l'efficacité de ses politiques budgétaires.

Pour mieux résister aux chocs extérieurs, nos économies doivent être plus diversifiées et plus compétitives. Il ressort du Rapport économique sur l'Afrique de cette année que l'agriculture est sans doute le secteur dans lequel la région et les pays qui la composent peuvent mettre en place des chaînes de valeur et mieux exploiter le potentiel agro-industriel. En 2007, vous aviez d'ailleurs lancé un appel en faveur d'une revalorisation du secteur agricole sur le continent.

Pour être dynamique, une économie moderne a besoin de cadres motivés, déterminés et hautement qualifiés, qui disposent des compétences et des outils voulus pour que politiques nationales et programmes internationaux produisent les résultats économiques et sociaux escomptés. C'est à juste titre que la crise actuelle a rouvert le débat sur les rôles respectifs de l'État et du marché, mais l'Afrique devrait, quant à elle, s'employer à ce qu'un secteur public renforcé s'allie au secteur privé pour promouvoir et accélérer le développement.

Il reste que l'Afrique ne peut pas encore se passer du soutien de la communauté internationale pour venir à bout de ses problèmes. Le 1<sup>er</sup> juin, le Financial Times titrait d'ailleurs que les problèmes de l'Afrique étaient trop grands pour qu'elle puisse les résoudre seule. Ce quotidien respecté concluait ainsi un débat qu'il avait contribué à lancer sur le rôle de l'aide internationale dans le développement du continent. En fait, la question est bien plus vaste et le débat devrait aussi porter sur la dette, les échanges, l'investissement, le changement climatique et les modalités de la représentation de l'Afrique dans les instances économiques mondiales. Cela ne veut pas dire qu'on doive faire l'impasse sur la question de l'efficacité l'aide, et nous pourrions même l'aborder ici, mais je préférerais que nous parlions d'abord des engagements pris envers l'Afrique, surtout en matière d'APD, et insister pour qu'ils soient honorés. Si toutes les

ressources promises à l'Afrique pour soutenir ses efforts étaient effectivement versées et qu'elles étaient utilisées à bon escient, le débat sur l'efficacité de l'aide n'aurait plus lieu d'être.

Nous devons également veiller à ce que les engagements pris à la réunion du G-20 soient traduits en actes concrets au profit de notre continent. En sa qualité de Président du Comité de mise en œuvre du NEPAD, Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Éthiopie, y a bien représenté l'Afrique. Le communiqué publié à l'issue du Sommet reflétait fidèlement nos préoccupations, que ce soit l'octroi de nouveaux droits de tirage spéciaux, les ventes d'or du FMI, l'appui aux mesures anticycliques, la viabilité de la dette et l'augmentation des capitaux des banques multilatérales de développement, dont la BAD. L'heure est venue de faire le bilan de ce qui a été fait depuis avril et d'évaluer la proportion des quelque mille milliards de dollars annoncés à Londres qui parviendra réellement à l'Afrique.

Il faut aussi que les engagements pris en faveur de l'Afrique dans deux autres domaines – changement climatique et commerce mondial – soient honorés. Le cycle de négociations commerciales de Doha a fait espérer que nos pays pourraient faire du commerce un moteur de leur développement. Ces négociations doivent être rapidement menées à terme et produire les résultats attendus sur le plan du développement. D'ici là, toutes les parties concernées, en particulier les pays développés, devraient résister aux tentations protectionnistes. Dans le même temps, l'initiative « Aide pour le commerce » devrait se concrétiser pour que l'Afrique puisse tirer parti des possibilités offertes par le commerce mondial et intra-africain.

La prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, qui devra définir le régime de l'après-Kyoto, est une autre enceinte dans laquelle l'Afrique doit veiller au respect des engagements pris pour pouvoir faire face aux coûts de l'adaptation. Réunis à Kigali, les ministres des finances et leurs homologues chargés de l'environnement ont discuté des ressources dont l'Afrique aurait besoin pour relever le défi du changement climatique. Si on ne s'accorde pas toujours sur les chiffres, on sait que le coût de l'adaptation sera élevé et que les ressources que l'Afrique reçoit au titre des mécanismes en place n'y suffiront pas. La Conférence de Copenhague doit être pour nous l'occasion de remédier à ces insuffisances et d'obtenir des ressources supplémentaires prévisibles et facilement accessibles, y compris par le biais de marchés des émissions de carbone bien conçus.

La dernière question sur laquelle je voudrais insister est celle de la représentation de notre continent dans les grandes institutions financières internationales et instances économiques multilatérales. C'est à bon droit que l'Afrique réclame d'avoir voix au chapitre et certaines de ses exigences sont en passe d'être satisfaites. Il nous reste à démontrer que, quand nous parlons d'une seule voix, nous méritons d'être écoutés, parce que nous tenons nos engagements, parce que nos idées sont novatrices et parce que notre contribution aux processus régionaux et mondiaux est valable. Votre participation active à des réunions comme celle-ci en dira long à la communauté internationale sur la volonté de consensus qui prévaut en Afrique. Je compte sur vous pour inscrire dans la déclaration ministérielle que vous adopterez les vues, préoccupations et attentes du continent. Elles pourront ainsi être répercutées à la réunion du G-8 en Italie et à celle du G-20 à New York.

Comme je l'ai dit au Comité d'experts, l'Afrique traverse certes une période difficile, mais nous avons su jeter les bases du progrès et du développement grâce à de meilleures performances économiques, à une meilleure gouvernance et à un engagement ferme en faveur de la paix et de la sécurité. Nous sommes donc en bonne posture pour affronter l'avenir. Je veux espérer que vos travaux aideront l'Afrique à renouer avec une croissance forte et soutenue et à redynamiser l'action en faveur du développement.

J'attends avec intérêt le dialogue riche et passionnant qui va s'ouvrir et je me réjouis d'y prendre part. Merci de votre attention.